

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520
83070 Toulon

Toulon, le 12/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SPMR

1211 Chemin Maupas
38200 Villette-De-Vienne

Références : D-UD83-2024-0626
Code AIOT : 0006400247

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/08/2024 dans l'établissement SPMR implanté Chemin du Drap - Lieu dit Les Barestes BP 52 83481 Puget-sur-Argens. L'inspection a été annoncée le 03/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPMR
- Chemin du Drap - Lieu dit Les Barestes BP 52 83481 Puget-sur-Argens
- Code AIOT : 0006400247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SPMR (Société du Pipeline Méditerranée Rhône) exploite un terminal de livraison d'hydrocarbures. La vocation de ce site est la distribution de carburants transportés depuis la zone de l'Étang de Berre par un pipeline à destination du dépôt pétrolier DPCA de Puget Sur Argens.

Les installations principales du terminal sont constituées de réservoirs de stockage de liquides inflammables .

La société TRAPIL assure, pour le compte de SPMR, l'exploitation, la maintenance, la surveillance et la sécurité du terminal et du réseau via un contrat de prestation de gestion industrielle.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'Opération Interne	Arrêté Préfectoral du 06/05/1992, article 2.6	Demande d'action corrective	6 mois
4	Probabilité des accidents majeurs	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 2	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Réduction des risques à la source	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
3	Gravité des accidents majeurs	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 10	Sans objet
5	Valorisation des mesures de maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	Sans objet
6	Compatibilité du site avec son environnement	Code de l'environnement du 01/03/2017, article L181-25	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection réalisée sur le site SPMR a été l'occasion de contrôler, par sondage, la gestion du risque accidentel et d'échanger avec l'exploitant sur l'analyse détaillée des accidents susceptibles d'affecter des personnes à l'extérieur de l'établissement, réalisée dans la dernière version de l'étude de dangers.

L'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement note le sérieux de l'exploitant et la bonne traçabilité des opérations effectuées en vue de la maîtrise des risques accidentels. Cependant, la probabilité des accidents doit être revue, notamment du fait des mesures de maîtrise des risques mais également des effets dominos. Le plan d'opération interne devra également être contrôlé afin de s'assurer de sa cohérence avec l'étude de dangers.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'Opération Interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/1992, article 2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'Opération Interne
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant établit un plan d'opération interne, qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce plan est transmis à la Direction Départementale de la Protection Civile et à l'inspection des installations classées. Le Préfet pourra demander la modification des dispositions envisagées.</p> <p>Le plan d'opération interne est remis à jour régulièrement. Les modifications seront adressées aux services concernés.</p> <p>Un exemplaire du P.O.I. devra être disponible en permanence au bureau de garde et en salle de contrôle.</p>
Constats : <p>L'exploitant présente l'organisation des secours en cas de sinistre et de déclenchement du Plan d'Opération Interne (POI). Dans ce cas, la cellule de crise se réunit à la Villette-de-Vienne. Sur site, la société AES intervient en 20 minutes maximum pour réaliser la levée de doute. Il s'agit de la société qui réalise les rondes de sécurité et qui connaît donc très bien le site.</p> <p>L'exploitant présente le POI dans sa version G d'août 2020, notamment son contenu qui est rappelé dans l'étude de dangers (EDD) version 2 du 13 juillet 2021 :</p> <ul style="list-style-type: none">• description des principales caractéristiques des installations, des produits, et du site ;• identification des risques et définition de scénarios enveloppes ;• identification des partenaires dans l'intervention ;• estimation des besoins et recensement des moyens en personnel et en matériel (internes et externes) ;• modalités de diffusion de l'alerte ;• organisation des secours. <p>Cette EDD indique également que le POI "sera révisé pour intégrer les modifications liées à la révision de la présente étude de dangers notamment en termes de scénarios d'accidents". Par sondage, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement vérifie la cohérence du POI avec l'étude de dangers et constate des différences par exemple la carte de l'enveloppe thermique qui est différente sur le POI et sur l'EDD.</p> <p>L'exploitant indique qu'une mise en cohérence du POI avec l'EDD de 2021 sera réalisée. Cette EDD devra être mise à jour sous 6 mois conformément au point de contrôle n°4 de ce rapport. Le POI devra alors être en cohérence avec cette mise à jour d'EDD.</p> <p>L'EDD indique également qu'un exercice POI est effectué une fois par an.</p> <p>L'exploitant présente le compte-rendu de l'exercice réalisé le 04 octobre 2023. Celui-ci contient notamment le retour d'expérience en points positifs et points négatifs selon différentes thématiques (effectivité des ressources humaines et compétences, effectivité des ressources</p>

matérielles, communication etc). L'exploitant présente également les exercices réalisés en 2021 et 2022 et indique que celui de 2024 est prévu le 17 octobre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Sous 6 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement la mise à jour du POI.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Réduction des risques à la source

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Risques accidentels, Réduction des risques à la source
Prescription contrôlée : Principes généraux de prévention des risques. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.
Constats : L'étude de dangers du site, dans sa version 2 du 13 juillet 2021, présente une analyse préliminaire des risques ainsi que l'ensemble des barrières de prévention et de mitigation mises en œuvre par l'exploitant pour réduire les risques à la source. Par sondage, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement a vérifié la mise en œuvre de ces réductions des risques à la source, comme mentionné ci-dessous. <ul style="list-style-type: none"> • Gestion des travaux SPMR a passé avec la société TRAPIL, le 25 juin 2014, un contrat de prestations couvrant notamment l'exploitation, la maintenance, la surveillance et la sécurité de son réseau de pipelines. Pour tous les travaux nécessitant la mise en œuvre de compétences qui ne sont pas du ressort des membres du personnel du terminal ou du réseau, des sociétés extérieures sont contactées. TRAPIL présente la procédure "Établissement et gestion des permis spéciaux" (PMR-HSE/PS/005) du 13 mai 2024 qui cadre l'intervention des entreprises extérieures. Avant de pouvoir intervenir sur un des trois réseaux exploités par TRAPIL, toute entreprise doit être agréée par TRAPIL. Cet agrément se réalise selon une procédure mentionnée par TRAPIL, la procédure DQHSE-HSE/PRO/006. TRAPIL indique notamment qu'une réunion a lieu chaque année avec l'ensemble des entreprises susceptibles d'intervenir sur un des 3 réseaux exploités par TRAPIL. Lors de cette réunion, les risques et le retour d'expérience des accidents des années antérieures sont notamment présentés. Toutes les entreprises qui interviennent sur le secteur

TRAPIL doivent avoir la certification MASE. TRAPIL présente la liste des entreprises agréées pour travailler sur leur secteur.

Ensuite, l'entreprise présente son analyse de risques et un plan de prévention est alors réalisé s'il y a coactivité ou plus de 400h de chantier. Ce plan de prévention permet de définir les mesures de prévention à mettre en œuvre. TRAPIL présente le document "intervention entreprise le 27/05/24 - entreprise CEGELEC Lorraine Alsace nord : Actemium" qui conclue qu'il n'y a pas besoin d'effectuer un plan de prévention. TRAPIL présente également l'analyse de risques d'Actemium.

Enfin, pour pouvoir venir travailler sur site, un permis de travail est réalisé, et vaut autorisation de démarrer l'opération. Le permis de travail détaille les mesures de sécurité à mettre en œuvre préalablement ou pendant les travaux. Des permis de travail spéciaux peuvent également être nécessaires (permis feu, permis de travail en hauteur ...). TRAPIL présente le permis de travail du 21/05/24 rempli, ainsi que son permis feu associé.

Les travaux sont suivis par TRAPIL et tracés dans le permis de travail via notamment une fiche de suivi. La fiche de suivi du permis de travail du 21/05/24 est présentée.

- Rétentions

Les parties aériennes des canalisations et les principaux équipements (gare de racleur, équipements de mesures, manifold, pompes) sont implantés sur une cuvette de rétention bétonnée connectée au décanteur / séparateur. Les 4 bacs sont également positionnés dans une rétention. Enfin, la zone de déchargement des camions est également sur rétention.

Sur site, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement a pu vérifier le bon état des rétentions, ainsi que la présence des détecteurs en cas d'épandage de produit.

Concernant le dimensionnement de la rétention des bacs, l'étude de dangers susmentionnée justifie du respect de l'arrêté du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables. L'exploitant présente le plan de génie civil "TPU 03 10" du 28/04/05 qui justifie les dimensions de la rétention.

- Consignes d'exploitation

Par sondage, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement a vérifié la bonne réalisation des consignes d'exploitation mentionnées dans l'étude de dangers.

Le risque d'explosion d'une citerne n'est pas retenu dans le cadre de cette étude car une procédure prévoit le chargement du camion avec le trou d'homme de la citerne ouvert. Cette mesure permet de laisser échapper l'éventuelle montée en pression à l'intérieur de la cuve. L'exploitant présente une procédure chapeau de TRAPIL qui indique bien l'obligation d'avoir le trou d'homme ouvert : procédure "transport de matières dangereuses consigne de chargement déchargement camion".

Des rondes doivent être effectuées au moins toutes les 48h. L'exploitant présente le suivi des rondes réalisées sur site. Ces rondes s'effectuent via une check-list prédéfinie qui indique les éléments à contrôler ainsi que les installations où les contrôles doivent être faits. L'exemple de la ronde du 30/07/2024 est présenté. L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la bonne réalisation de l'ensemble des contrôles toutes les 48h, notamment dans le cas où des "rondes partielles" sont réalisées.

Concernant le chargement et le déchargement des camions, l'exploitant présente la procédure "transport de matières dangereuses par route - contrôle véhicule - chargement déchargement citerne classe 3" du 21/08/23. Cette procédure est calquée sur l'accord relatif au transport international des marchandises dangereuses par route, dit accord ADR.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gravité des accidents majeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Gravité des accidents majeurs
Prescription contrôlée : La gravité des conséquences potentielles prévisibles d'un accident sur les personnes physiques, parmi les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, résulte de la combinaison en un point de l'espace de l'intensité des effets d'un phénomène dangereux, définie à l'article 9 du présent arrêté, et de la vulnérabilité des personnes potentiellement exposées à ces effets, en tenant compte, le cas échéant, des mesures constructives visant à protéger les personnes contre certains effets et de la possibilité de mise à l'abri des personnes en cas d'accident si la cinétique de l'accident le permet. Pour les effets toxiques, les personnes exposées se limitent aux personnes potentiellement présentes dans le panache de dispersion du toxique considéré. L'échelle d'appréciation de la gravité des conséquences humaines d'un accident, à l'extérieur des installations, figure en annexe 3 du présent arrêté.
Constats : Pour le calcul de la gravité des accidents majeurs, l'étude de dangers utilise les seuils définis dans l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ; ainsi que les règles de comptabilité des personnes touchées données par la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers. Sur site, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, en lien avec l'exploitant, a pu vérifier les limites du site par rapport aux plans de l'étude de dangers ainsi que les enjeux présents à proximité du site. L'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement précise que pour le calcul de la gravité, l'étude de dangers a majoré les nombres de personnes touchées, certainement en réduisant les limites du site par rapport à la réalité ou par erreur. Cela va dans le bon sens pour la sécurité et n'impacte pas forcément la matrice générale de compatibilité du site par rapport à son environnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Probabilité des accidents majeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Probabilité des accidents majeurs
Prescription contrôlée : Les probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux et des accidents potentiels identifiés dans les études de dangers des installations classées doivent être examinées. En première approche, la probabilité d'un accident majeur peut être assimilée à celle du phénomène dangereux associé. L'évaluation de la probabilité s'appuie sur une méthode dont la pertinence est démontrée. Cette méthode utilise des éléments qualifiés ou quantifiés tenant compte de la spécificité de

l'installation considérée. Elle peut s'appuyer sur la fréquence des événements initiateurs spécifiques ou génériques et sur les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques agissant en prévention ou en limitation des effets.

Constats :

L'étude de dangers susmentionnée indique la méthodologie utilisée pour l'évaluation des probabilités des accidents majeurs, en s'appuyant notamment sur l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susmentionné et sur le « Guide professionnel de maîtrise des risques technologiques dans les dépôts de liquides inflammables », édité par le Groupe de Travail sectoriel « Dépôts de Liquides Inflammables » GTDLI (version Septembre 2008). L'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement n'a pas de remarque sur cette méthodologie.

Concernant les événements liés aux camions citernes, les probabilités génériques sont utilisées en lien avec le temps de présence des camions. L'étude de dangers indique que "le temps de présence de ces camions sur site est évalué au maximum à 1/2 heure par trimestre, soit 2 h par an". Pour justifier ce temps de présence, l'exploitant a transmis postérieurement à l'inspection les plannings de 2022, 2023 et 2024.

Concernant l'analyse des accidents majeurs, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement formule les remarques suivantes :

- la probabilité de l'UVCE cuvette n'est pas cohérente entre le corps de l'étude de dangers (probabilité C) et le noeud papillon (probabilité E) ;
- une analyse des effets dominos est réalisée dans le corps de l'étude de dangers mais ces effets dominos n'apparaissent pas dans les probabilités des accidents majeurs (dans les nœuds papillons) ;
- concernant les scénarios "épandage d'hydrocarbure liquide dans la cuvette" et "épandage d'hydrocarbure liquide dans un compartiment (compartiment 1 ou 2)", l'étude de dangers valorise des mesures de maîtrise des risques (MMR) inadaptées. En effet, l'étude de dangers valorise la MMR "Détection d'HC dans cuvette + fermeture T1" suite à une rupture catastrophique de réservoir ou une rupture d'une tuyauterie et pour limiter l'épandage d'hydrocarbure liquide dans la cuvette. L'étude de dangers valorise également cette MMR pour limiter l'épandage d'hydrocarbure liquide dans un compartiment suite à une fuite sur robe et accessoires, une fuite sur tuyauterie ou une fuite sur vanne. Cette MMR ne permet pas de décoter la probabilité d'épandage d'hydrocarbure liquide dans un compartiment ou dans la cuvette dans ces cas. L'inspection des installations classées indique également qu'il faudra bien repositionner l'évènement redouté central dans les nœuds papillons.

L'exploitant indique que ce sont effectivement des erreurs.

L'étude de dangers devra être corrigée sous 6 mois et transmise à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'étude de dangers devra être corrigée sous 6 mois et transmise à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Valorisation des mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Valorisation des mesures de maîtrise des risques
Prescription contrôlée : Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en oeuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.
Constats : L'exploitant a valorisé deux mesures de maîtrise des risques (MMR) dans l'étude de dangers afin de décrire les probabilités des accidents majeurs : <ul style="list-style-type: none">• sécurité de niveau très haut dans les bacs ;• détection d'hydrocarbure dans les compartiments associée à un arrêt des installations. Les positionnements de ces deux MMR ont pu être vérifiés sur site par l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Concernant le suivi de la MMR détection de niveau très haut, l'exploitant présente la fiche de vie de cette MMR pour le bac T650, qui présente notamment l'ensemble des opérations réalisées. Concernant le suivi de la MMR détection d'hydrocarbure dans les compartiments, l'exploitant présente : <ul style="list-style-type: none">• les résultats des dernières vérifications des capteurs réalisées par le fabricant le 19/07/24. Ces résultats indiquent qu'il y a bien une alarme à 25% de la limite inférieure d'explosivité (LIE) et un arrêt à 50% de la LIE ;• les résultats du dernier essai des dispositifs d'arrêt d'urgence réalisé le 26/02/24. L'exploitant présente les fiches de vie pour les deux compartiments qui comprennent toutes les opérations effectuées. Ces points n'appellent pas de remarques de la part de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Compatibilité du site avec son environnement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article L181-25
Thème(s) : Risques accidentels, Compatibilité du site avec son environnement
Prescription contrôlée : Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation. Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation.

En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite.

Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents.

Constats :

L'étude de dangers susmentionnée présente bien une analyse préliminaire des risques ainsi qu'une étude détaillée et quantifiée des accidents majeurs possibles.

Afin de conclure quant à la compatibilité du site avec son environnement, cette étude de dangers présente la grille d'analyse donnée dans la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003. Cette grille conclut à la compatibilité du site avec son environnement. **Elle devra être mise à jour avec la révision de l'étude de dangers mentionnée au point de contrôle n°4 de ce rapport.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La grille devra être mise à jour avec la révision de l'étude de dangers mentionnée au point de contrôle n°4 de ce rapport.

Type de suites proposées : Sans suite